



## **A Dijon comme à Besançon, la saignée affaiblit le malade !**

L'École Publique et Laïque subit, une nouvelle fois, une cure d'austérité sans précédent.

**A la rentrée 2026, ce sont 95 professeurs des écoles en moins en Bourgogne et 62 en moins en Franche-Comté** qui ont été annoncés. **Dans les collèges et lycées, la saignée se poursuit avec 90 postes supprimés dans l'académie de Dijon et 70 dans celle de Besançon.**

Ces chiffres ne sont pas anodins : ils traduisent une politique éducative qui privilégie la logique comptable au détriment de la qualité de l'enseignement et des conditions de travail des personnels. **L'UNSA-Education BFC dénonce avec force cette gestion purement budgétaire, qui sacrifie l'avenir de nos élèves, en particulier les plus fragiles, et la stabilité de nos écoles et établissements.**

La baisse démographique ne peut justifier une telle hémorragie de moyens. Les besoins éducatifs ne se résument pas à des effectifs : ils incluent aussi la prise en charge des difficultés sociales, des fragilités culturelles, de la ruralité et l'accompagnement des élèves en difficultés. Supprimer des postes, c'est affaiblir l'Ecole, fragiliser un peu plus un pilier essentiel de notre pacte républicain. Et **affaiblir nos services publics, c'est fragiliser la cohésion sociale mais c'est aussi déstabiliser notre démocratie.** Car celle-ci ne peut fonctionner sans institutions solides et dotées des moyens nécessaires pour remplir leurs missions.

**Le budget alloué à l'Éducation nationale ne peut plus être envisagé comme une simple dépense à perte mais plutôt comme un investissement** et comme l'a mis en exergue l'Institut des Politiques Publiques dans son étude « Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique ? » : ***la réduction du nombre d'enseignants n'est pas une opération rentable sur le long terme, puisque pour 1 euro économisé sont perdus 9 euros pour la société.***

D'autres pays européens ont d'ailleurs fait des choix différents, à contre-courant des orientations qui régissent notre pays actuellement. Cette trajectoire n'est donc pas une fatalité mais devrait être un levier !

Enfin, la **multiplication des missions, les injonctions contradictoires, la réduction des marges de manœuvre et le manque de reconnaissance** finissent par peser lourdement sur nos collègues. Ces choix politiques destructeurs n'auront qu'une conséquence, affaiblir l'attractivité de nos métiers et celle de la seule école qui agit pour toutes et tous, l'École Publique et Laïque.

Quentin Bellet-Brissaud, Secrétaire Régional Unsa-Education BFC